

Fourniture des données de déficit et de dette pour 2008 - seconde notification

## Déficit public de la zone euro et de l'UE27 respectivement de 2,0% et 2,3% du PIB

Dette publique à 69,3% et 61,5%

Le déficit public<sup>1</sup> et la dette publique<sup>1</sup> se sont accrus en 2008 par rapport à 2007, tant dans la **zone euro**<sup>2</sup> (ZE16) que dans l'**UE27**. Dans la **zone euro**, le ratio du déficit public par rapport au PIB a augmenté, passant de 0,6% en 2007<sup>3</sup> à 2,0% en 2008, et dans l'**UE27** de 0,8% à 2,3%. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a crû dans la **zone euro**, de 66,0% à la fin de 2007 à 69,3% à la fin de 2008, et dans l'**UE27**, de 58,7% à 61,5%.

		2005	2006	2007	2008
<b>Zone euro (ZE16)</b>					
PIB prix du marché (pm)	(million euro)	8 145 964	8 554 969	9 002 114	9 265 371
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-204 449	-110 759	-52 496	-182 258
	% du PIB	-2,5	-1,3	-0,6	-2,0
Dépenses publiques	% du PIB	47,4	46,7	46,0	46,8
Recettes publiques	% du PIB	44,8	45,3	45,4	44,8
Dette publique	(million euro)	5 710 414	5 841 004	5 938 792	6 421 658
	% du PIB	70,1	68,3	66,0	69,3
<b>UE27</b>					
PIB pm	(million euro)	11 061 969	11 683 430	12 362 471	12 503 134
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-269 702	-165 676	-99 385	-286 815
	% du PIB	-2,4	-1,4	-0,8	-2,3
Dépenses publiques	% du PIB	46,9	46,3	45,7	46,8
Recettes publiques	% du PIB	44,4	44,9	44,9	44,6
Dette publique	(million euro)	6 937 297	7 163 806	7 252 930	7 690 881
	% du PIB	62,7	61,3	58,7	61,5

En 2008, les déficits publics les plus élevés, par rapport au PIB, ont été observés en **Grèce** (-7,7%), en **Irlande** (-7,2%), en **Roumanie** (-5,5%), au **Royaume-Uni** (-5,0%), à **Malte** (-4,7%), en **Espagne** (-4,1%), en **Lettonie** (-4,1%), en **Hongrie** (-3,8%), en **Pologne** (-3,6%), en **France** (-3,4%) et en **Lituanie** (-3,2%). Huit États membres ont enregistré un excédent de leur solde public en 2008: la **Finlande** (+4,5%), le **Danemark** (+3,4%), le **Luxembourg** (+2,5%), la **Suède** (+2,5%), la **Bulgarie** (+1,8%), **Chypre** (+0,9%), les **Pays-Bas** (+0,7%) et l'**Allemagne** (0,0%). Au total, quatre États membres ont enregistré, en 2008 par rapport à 2007, une amélioration de leur solde public exprimé en pourcentage du PIB et vingt-trois une détérioration.

A la fin de 2008, les plus bas niveaux de dette publique par rapport au PIB ont été relevés en **Estonie** (4,6%), au **Luxembourg** (13,5%), en **Roumanie** (13,6%), en **Bulgarie** (14,1%), et en **Lituanie** (15,6%). Neuf États membres ont affiché un ratio de dette publique supérieur à 60% du PIB en 2008: l'**Italie** (105,8%), la **Grèce** (99,2%), la **Belgique** (89,8%), la **Hongrie** (72,9%), la **France** (67,4%), le **Portugal** (66,3%), l'**Allemagne** (65,9%), **Malte** (63,8%) et l'**Autriche** (62,6%).

En 2008, les dépenses publiques<sup>4</sup> dans la **zone euro** ont représenté 46,8% du PIB et les recettes publiques<sup>4</sup> 44,8%. Dans l'**UE27**, elles ont été respectivement de 46,8% et 44,6%. Entre 2007 et 2008, le ratio des dépenses publiques a augmenté dans les deux zones, tandis que celui des recettes publiques a diminué.

## Réserves sur les données déclarées<sup>5</sup>

**Grèce:** Eurostat a exprimé des réserves sur les données déclarées par la Grèce en raison de grandes incertitudes sur les chiffres notifiées par les autorités statistiques grecques.

**Danemark:** Eurostat a levé les réserves émises sur les données déclarées par le Danemark lors de la notification d'avril 2009 suite à la décision d'Eurostat sur l'enregistrement des interventions publiques effectuées dans le cadre de la crise financière. En 2008, les autorités danoises ont nationalisé la Banque Roskilde et créé un fonds de secours bancaire (AFS-Afviklingselskabet). Ces organismes avaient été classés en sociétés financières dans les données déclarées par le Danemark en avril 2009 et Eurostat a confirmé, dans la ligne de sa décision, que le classement de telles entités dans le secteur des sociétés financières était correct.

**Royaume-Uni:** Eurostat a levé les réserves émises sur les données déclarées par le Royaume-Uni lors de la notification d'avril 2009 suite à la décision d'Eurostat sur l'enregistrement des interventions publiques effectuées dans le cadre de la crise financière. Depuis avril 2008, le gouvernement du Royaume-Uni a accordé à la Banque d'Angleterre pour 185 milliards de GBP de bons du Trésor dans le cadre d'un dispositif de soutien à la liquidité. Ces bons n'avaient pas été enregistrés dans la dette publique du Royaume-Uni. Eurostat a confirmé, dans la ligne de sa décision, que l'enregistrement était correct et que ces bons ne devaient pas être inclus du point de vue statistique dans la dette publique du Royaume-Uni.

## Modification par Eurostat des données déclarées<sup>6</sup>

**Royaume-Uni:** Eurostat a modifié les données du déficit notifiées par le Royaume-Uni pour les années 2005 à 2008 afin qu'elles soient cohérentes avec l'enregistrement des recettes sur octroi de licences UMTS en 2000. Ceci aboutit à un accroissement des déficits publics pour les années 2005, 2007 et 2008 (ainsi que pour les exercices budgétaires 2005/2006, 2007/2008 et 2008/2009) de 1 044 millions de GBP (0,1% du PIB) et pour 2006 (exercice budgétaire 2006/2007) de 1045 millions de GBP (0,1% du PIB). Les chiffres de la dette sont inchangés.

## Autres points

### Décision d'Eurostat sur l'enregistrement statistique des interventions publiques destinées à soutenir les institutions et les marchés financiers durant la crise financière.

Eurostat a publié le 15 juillet 2009 sa décision sur l'enregistrement statistique des interventions publiques destinées à soutenir les institutions et les marchés financiers durant la crise financière (voir communiqué de presse 103/2009 d'Eurostat). Le communiqué de presse a été accompagné d'une note technique sur le sujet.

### Publication de tableaux supplémentaires relatifs à la crise financière

Eurostat publie pour la première fois (voir annexe 2) des tableaux supplémentaires relatifs à la crise financière pour la zone euro et l'UE27. Ces tableaux contiennent des données sur le 'gain/ coût net pour les administrations publiques (impact sur le déficit public SEC 95)' ainsi que sur 'l'encours des actifs et des passifs effectifs et des passifs contingents des administrations publiques' en relation avec les interventions publiques menées dans le contexte de la crise financière pour les années 2007 et 2008. Eurostat publie également sur son site ([http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government\\_finance\\_statistics/procedure/supplementary\\_tables\\_financial\\_turmoil](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/procedure/supplementary_tables_financial_turmoil)) un tableau résumé ainsi que des tableaux pour chaque Etat membre.

## Informations générales

Dans le présent communiqué de presse, **Eurostat, l'Office statistique des Communautés européennes**, fournit<sup>7</sup> les données relatives au déficit et à la dette des administrations publiques, basées sur les chiffres déclarés par les États membres dans le cadre de la **seconde notification de 2009** pour les années 2005 à 2008 en vue de l'application de la procédure concernant les déficits excessifs. Cette notification est fondée sur le système de comptabilité nationale SEC 95. Le présent communiqué de presse inclut également des données sur les dépenses et recettes des administrations publiques, ainsi qu'une annexe présentant les principales révisions depuis le communiqué de presse d'avril 2009.

Eurostat publiera également sur son site internet, dans la section consacrée aux statistiques de finances publiques, des informations sur les comptes sous-jacents des administrations publiques ainsi que sur la contribution du déficit/excédent et autres facteurs pertinents à la variation du niveau de la dette (ajustement flux-stocks): [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government\\_finance\\_statistics/introduction](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/introduction)

1. Selon le Protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs annexé au Traité de la CE, le déficit (respectivement l'excédent) public est défini comme le besoin (respectivement la capacité) de financement de l'ensemble du secteur des administrations publiques (administration centrale, administrations d'états fédérés, administrations locales, et administrations de sécurité sociale). Il est calculé selon les concepts de la comptabilité nationale (Système Européen de Comptes, SEC95). La dette publique est la dette brute consolidée de l'ensemble du secteur des administrations publiques en fin d'année (en valeur nominale).

- Tableau des agrégats de la zone euro et de l'UE27: les données sont exprimées en euros. Pour les pays n'appartenant pas à la zone euro, les taux de conversion en euro sont les suivants:
    - pour le déficit/excédent public et le PIB: taux de change annuel moyen,
    - pour l'encours de la dette publique: taux de change en fin d'année.
  - Tableau des données nationales: celles-ci sont exprimées en monnaies nationales. Pour Chypre, Malte, la Slovénie et la Slovaquie, les données pour les années antérieures à l'adoption de l'euro ont été converties en euro en utilisant le taux de change irrévocable.
2. Zone euro (ZE16): Belgique, Allemagne, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Chypre, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Slovénie, Slovaquie et Finlande. Dans le tableau, la zone euro inclut Chypre, Malte, la Slovénie et la Slovaquie sur l'ensemble de la période, bien que la Slovénie ait rejoint la zone euro le 1<sup>er</sup> janvier 2007, Chypre et Malte le 1<sup>er</sup> janvier 2008, et la Slovaquie le 1<sup>er</sup> janvier 2009.
  3. Dans la précédente notification, les déficits publics de la ZE16 et de l'UE27 étaient en 2008 respectivement de 1,9% et 2,3% du PIB. La dette publique de la ZE16 était de 69,3% du PIB et celle de l'UE27 de 61,5% du PIB. Voir le communiqué de presse 56/2009 du 22 avril 2009.
  4. Les dépenses et les recettes publiques sont transmises à Eurostat dans le cadre du programme de transmission décrit dans le SEC95. Elles sont les sommes d'opérations non financières des administrations publiques. Elles incluent à la fois les opérations courantes et les opérations en capital. Pour les définitions, voir le règlement du Conseil 2223/96 tel que modifié. Il faut noter que le solde des finances publiques (c'est à dire la différence entre les recettes publiques totales et les dépenses) n'est pas exactement le même selon le SEC95 et celui calculé aux fins de la procédure concernant les déficits excessifs. Le règlement (CE) 2558/2001 sur le reclassement des paiements dans le cadre d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux, implique la coexistence de deux définitions pertinentes du déficit/excédent public:
    - La définition du SEC95 sur la capacité/besoin de financement n'inclut pas les flux de paiements et de recettes résultant des accords de swaps et des contrats de garantie de taux, car ils sont enregistrés comme opérations financières.
    - Dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, les flux de paiements et de recettes résultant des accords de swaps et des contrats de garantie de taux sont enregistrés comme des intérêts et contribuent à la capacité/besoin de financement des administrations publiques.Pour 2008, dans la plupart des États membres, la différence entre les deux soldes, quand elle existe, est mineure.
  5. Le terme de "réserves" est défini dans l'article 15 (1) du règlement du Conseil 479/2009. La Commission (Eurostat) exprime des "réserves" quand elle a des doutes sur la qualité des données déclarées.
  6. Conformément à l'article 15 (2) du règlement du Conseil 479/2009, la Commission (Eurostat) peut modifier les données déclarées par les États membres et fournit des données modifiées ainsi qu'une justification de cette modification lorsqu'il est évident que les données déclarées par les États membres ne sont pas conformes aux exigences de qualité (conformité aux règles comptables, exhaustivité, fiabilité, fraîcheur et cohérence des données statistiques).
  7. Conformément à l'article 14 (1) du règlement du Conseil 479/2009, Eurostat fournit, dans les trois semaines qui suivent la date d'échéance des déclarations, les données de déficit et de dette en vue de l'application de la procédure sur les déficits excessifs. La fourniture des données doit faire l'objet d'une publication.

*Pour plus d'informations sur la méthodologie des statistiques déclarées dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, voir le règlement du Conseil 479/2009 (une version consolidée est disponible à: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:145:0001:0009:FR:PDF>), le règlement du Conseil 2223/96, tel que modifié (une version consolidée est disponible à: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/consleg/1996/R/01996R2223-20030807-fr.pdf>) et la publication d'Eurostat "**Manuel SEC95 pour le déficit public et la dette publique**", deuxième édition (2002), 240 pages, ISBN 92-894-3232-2, version PDF gratuite, version papier prix 37 euros (TVA exclue). Des ajouts à cette publication concernant la titrisation, les apports de capitaux, le classement des régimes de pension avec constitution de réserves, les versements d'une somme forfaitaire dans le cadre du transfert d'obligations de pension, et les contrats à long terme entre des unités publiques et des partenaires privés sont disponibles sur le site internet d'Eurostat dans la section dédiée aux statistiques de finances publiques.*

Publié par :  
**Service de presse Eurostat**

**Tim ALLEN**  
**Tél: +352-4301-33 444**  
**[eurostat-pressoffice@ec.europa.eu](mailto:eurostat-pressoffice@ec.europa.eu)**

Communiqués de presse sur internet:  
**<http://ec.europa.eu/eurostat>**

Une sélection des principaux indicateurs économiques européens:  
**<http://ec.europa.eu/eurostat/euroindicators>**

**PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)**

		2005	2006	2007	2008
<b>Belgique</b>					
PIB pm	(millions euro)	302 845	318 193	334 948	344 676
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-8 233	814	-661	-4 061
	% du PIB	-2,7	0,3	-0,2	-1,2
Dépenses publiques	% du PIB	52,2	48,6	48,4	50,0
Recettes publiques	% du PIB	49,4	48,7	48,2	48,8
Dette publique	(millions euro)	279 062	280 425	282 149	309 674
	% du PIB	92,1	88,1	84,2	89,8
<b>Bulgarie</b>					
PIB pm	(millions BGN)	42 797	49 361	56 520	66 728
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions BGN)	809	1 485	39	1 224
	% du PIB	1,9	3,0	0,1	1,8
Dépenses publiques	% du PIB	39,3	36,5	41,5	37,3
Recettes publiques	% du PIB	41,2	39,5	41,5	39,1
Dette publique	(millions BGN)	12 498	11 189	10 287	9 389
	% du PIB	29,2	22,7	18,2	14,1
<b>République tchèque</b>					
PIB pm	(millions CZK)	2 983 862	3 222 369	3 535 460	3 688 994
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions CZK)	-106 749	-84 902	-23 875	-77 366
	% du PIB	-3,6	-2,6	-0,7	-2,1
Dépenses publiques	% du PIB	45,0	43,7	42,5	42,9
Recettes publiques	% du PIB	41,4	41,1	41,9	40,9
Dette publique	(millions CZK)	885 381	948 276	1 023 784	1 104 915
	% du PIB	29,7	29,4	29,0	30,0
<b>Danemark</b>					
PIB pm	(millions DKK)	1 545 300	1 628 600	1 687 900	1 733 500
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions DKK)	80 600	84 700	76 700	58 700
	% du PIB	5,2	5,2	4,5	3,4
Dépenses publiques	% du PIB	52,8	51,6	51,0	51,9
Recettes publiques	% du PIB	57,8	56,6	55,4	55,3
Dette publique	(millions DKK)	572 900	509 600	453 200	580 300
	% du PIB	37,1	31,3	26,8	33,5
<b>Allemagne</b>					
PIB pm	(millions euro)	2 242 200	2 325 100	2 428 200	2 495 800
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-73 950	-37 800	4 880	1 050
	% du PIB	-3,3	-1,6	0,2	0,0
Dépenses publiques	% du PIB	46,8	45,4	43,7	43,7
Recettes publiques	% du PIB	43,5	43,7	43,9	43,7
Dette publique	(millions euro)	1 524 017	1 571 049	1 577 708	1 644 473
	% du PIB	68,0	67,6	65,0	65,9
<b>Estonie</b>					
PIB pm	(millions EEK)	174 956	206 996	244 504	251 493
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions EEK)	2 827	4 742	6 435	-6 907
	% du PIB	1,6	2,3	2,6	-2,7
Dépenses publiques	% du PIB	33,6	34,0	34,8	39,9
Recettes publiques	% du PIB	35,2	36,3	37,4	37,1
Dette publique	(millions EEK)	8 000	9 242	9 268	11 600
	% du PIB	4,6	4,5	3,8	4,6
<b>Irlande</b>					
PIB pm	(millions euro)	162 091	176 759	189 751	181 816
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	2 691	5 285	475	-13 010
	% du PIB	1,7	3,0	0,3	-7,2
Dépenses publiques	% du PIB	33,7	34,2	36,2	42,0
Recettes publiques	% du PIB	35,4	37,2	36,5	34,9
Dette publique	(millions euro)	44 657	44 255	47 703	80 153
	% du PIB	27,6	25,0	25,1	44,1

**PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)**

		2005	2006	2007	2008
<b>Grèce</b>					
PIB pm	(millions euro)	195 367	210 459	226 437	239 141
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-10 068	-6 110	-8 287	-18 507
	% du PIB	-5,2	-2,9	-3,7	-7,7
Dépenses publiques	% du PIB	43,8	42,9	44,4	48,3
Recettes publiques	% du PIB	38,5	39,7	40,4	40,6
Dette publique	(millions euro)	195 421	204 423	216 401	237 196
	% du PIB	100,0	97,1	95,6	99,2
<b>Espagne</b>					
PIB pm	(millions euro)	908 792	984 284	1 052 730	1 088 502
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	8 759	19 847	20 066	-44 260
	% du PIB	1,0	2,0	1,9	-4,1
Dépenses publiques	% du PIB	38,4	38,4	39,2	41,1
Recettes publiques	% du PIB	39,4	40,4	41,1	37,0
Dette publique	(millions euro)	391 028	389 431	380 545	432 081
	% du PIB	43,0	39,6	36,1	39,7
<b>France</b>					
PIB pm	(millions euro)	1 726 068	1 806 433	1 894 646	1 950 085
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-50 368	-41 066	-51 318	-65 919
	% du PIB	-2,9	-2,3	-2,7	-3,4
Dépenses publiques	% du PIB	53,4	52,7	52,3	52,7
Recettes publiques	% du PIB	50,4	50,4	49,6	49,3
Dette publique	(millions euro)	1 145 354	1 149 937	1 208 777	1 314 143
	% du PIB	66,4	63,7	63,8	67,4
<b>Italie</b>					
PIB pm	(millions euro)	1 429 479	1 485 377	1 544 915	1 572 243
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-61 432	-49 312	-23 225	-42 979
	% du PIB	-4,3	-3,3	-1,5	-2,7
Dépenses publiques	% du PIB	48,2	48,7	47,9	48,7
Recettes publiques	% du PIB	43,8	45,4	46,4	46,0
Dette publique	(millions euro)	1 512 777	1 581 997	1 599 579	1 663 031
	% du PIB	105,8	106,5	103,5	105,8
<b>Chypre</b>					
PIB pm	(millions euro)	13 462	14 435	15 879	17 248
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-326	-173	537	158
	% du PIB	-2,4	-1,2	3,4	0,9
Dépenses publiques	% du PIB	43,6	43,4	42,2	42,6
Recettes publiques	% du PIB	41,2	42,2	45,5	43,5
Dette publique	(millions euro)	9 300	9 331	9 262	8 347
	% du PIB	69,1	64,6	58,3	48,4
<b>Lettonie</b>					
PIB pm	(millions LVL)	9 059	11 172	14 780	16 275
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions LVL)	-36	-52	-45	-672
	% du PIB	-0,4	-0,5	-0,3	-4,1
Dépenses publiques	% du PIB	35,6	38,2	35,9	38,8
Recettes publiques	% du PIB	35,1	37,7	35,5	34,6
Dette publique	(millions LVL)	1 122	1 190	1 330	3 181
	% du PIB	12,4	10,7	9,0	19,5
<b>Lituanie</b>					
PIB pm	(millions LTL)	72 060	82 793	98 669	111 190
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions LTL)	-362	-371	-1 001	-3 598
	% du PIB	-0,5	-0,4	-1,0	-3,2
Dépenses publiques	% du PIB	33,3	33,6	34,8	37,4
Recettes publiques	% du PIB	32,8	33,1	33,8	34,2
Dette publique	(millions LTL)	13 276	14 939	16 698	17 375
	% du PIB	18,4	18,0	16,9	15,6

**PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)**

		2005	2006	2007	2008
<b>Luxembourg</b>					
PIB pm	(millions euro)	30 282	34 150	37 466	39 348
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	1	460	1 379	965
	% du PIB	0,0	1,3	3,7	2,5
Dépenses publiques	% du PIB	41,5	38,3	36,2	37,7
Recettes publiques	% du PIB	41,5	39,7	39,9	40,2
Dette publique	(millions euro)	1 837	2 242	2 472	5 326
	% du PIB	6,1	6,6	6,6	13,5
<b>Hongrie</b>					
PIB pm	(millions HUF)	21 988 587	23 755 487	25 408 080	26 543 252
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions HUF)	-1 737 252	-2 212 435	-1 269 133	-1 002 497
	% du PIB	-7,9	-9,3	-5,0	-3,8
Dépenses publiques	% du PIB	50,1	52,0	49,8	49,2
Recettes publiques	% du PIB	42,2	42,6	44,8	45,5
Dette publique	(millions HUF)	13 582 511	15 592 501	16 731 503	19 343 719
	% du PIB	61,8	65,6	65,9	72,9
<b>Malte</b>					
PIB pm	(millions euro)	4 781	5 114	5 448	5 687
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-138	-131	-119	-265
	% du PIB	-2,9	-2,6	-2,2	-4,7
Dépenses publiques	% du PIB	44,9	43,7	42,5	45,0
Recettes publiques	% du PIB	42,0	41,2	40,4	40,3
Dette publique	(millions euro)	3 355	3 254	3 379	3 626
	% du PIB	70,2	63,6	62,0	63,8
<b>Pays-Bas</b>					
PIB pm	(millions euro)	513 407	540 216	568 664	595 883
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-1 359	2 919	1 095	4 200
	% du PIB	-0,3	0,5	0,2	0,7
Dépenses publiques	% du PIB	44,8	45,5	45,5	45,9
Recettes publiques	% du PIB	44,5	46,1	45,7	46,6
Dette publique	(millions euro)	266 060	255 916	258 592	346 687
	% du PIB	51,8	47,4	45,5	58,2
<b>Autriche</b>					
PIB pm	(millions euro)	243 585	256 162	270 782	281 867
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-3 843	-4 144	-1 496	-1 253
	% du PIB	-1,6	-1,6	-0,6	-0,4
Dépenses publiques	% du PIB	50,1	49,7	48,8	48,9
Recettes publiques	% du PIB	48,4	47,9	48,1	48,4
Dette publique	(millions euro)	155 753	159 450	161 033	176 575
	% du PIB	63,9	62,2	59,5	62,6
<b>Pologne</b>					
PIB pm	(millions PLN)	983 302	1 060 031	1 176 737	1 272 838
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions PLN)	-40 057	-38 476	-22 105	-46 447
	% du PIB	-4,1	-3,6	-1,9	-3,6
Dépenses publiques	% du PIB	43,4	43,9	42,2	43,3
Recettes publiques	% du PIB	39,4	40,2	40,3	39,6
Dette publique	(millions PLN)	463 019	506 036	529 342	600 803
	% du PIB	47,1	47,7	45,0	47,2
<b>Portugal</b>					
PIB pm	(millions euro)	149 124	155 446	163 052	166 433
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-9 083	-6 092	-4 218	-4 456
	% du PIB	-6,1	-3,9	-2,6	-2,7
Dépenses publiques	% du PIB	47,6	46,3	45,8	46,0
Recettes publiques	% du PIB	41,6	42,3	43,2	43,2
Dette publique	(millions euro)	94 792	100 522	103 702	110 377
	% du PIB	63,6	64,7	63,6	66,3

**PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)**

		2005	2006	2007	2008
<b>Roumanie</b>					
PIB pm	(millions RON)	288 955	344 651	416 007	503 959
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions RON)	-3 344	-7 474	-10 466	-27 941
	% du PIB	-1,2	-2,2	-2,5	-5,5
Dépenses publiques	% du PIB	33,5	35,3	36,0	38,4
Recettes publiques	% du PIB	32,3	33,1	33,5	32,8
Dette publique	(millions RON)	45 626	42 583	52 292	68 532
	% du PIB	15,8	12,4	12,6	13,6
<b>Slovénie</b>					
PIB pm	(millions euro)	28 750	31 050	34 568	37 135
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-412	-404	8	-667
	% du PIB	-1,4	-1,3	0,0	-1,8
Dépenses publiques	% du PIB	45,2	44,5	42,4	44,2
Recettes publiques	% du PIB	43,8	43,2	42,4	42,4
Dette publique	(millions euro)	7 755	8 289	8 071	8 337
	% du PIB	27,0	26,7	23,3	22,5
<b>Slovaquie</b>					
PIB pm	(millions euro)	49 280	55 046	61 547	67 221
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-1 387	-1 902	-1 143	-1 549
	% du PIB	-2,8	-3,5	-1,9	-2,3
Dépenses publiques	% du PIB	38,0	36,9	34,4	34,8
Recettes publiques	% du PIB	35,2	33,5	32,5	32,5
Dette publique	(millions euro)	16 847	16 769	18 053	18 613
	% du PIB	34,2	30,5	29,3	27,7
<b>Finlande</b>					
PIB pm	(millions euro)	157 070	167 009	179 659	184 728
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	4 398	6 689	9 405	8 239
	% du PIB	2,8	4,0	5,2	4,5
Dépenses publiques	% du PIB	50,3	48,7	47,3	49,0
Recettes publiques	% du PIB	52,9	52,6	52,5	53,4
Dette publique	(millions euro)	65 653	65 698	63 225	63 019
	% du PIB	41,8	39,3	35,2	34,1
<b>Suède</b>					
PIB pm	(millions SEK)	2 735 218	2 900 790	3 063 873	3 156 881
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions SEK)	61 785	73 720	116 992	78 824
	% du PIB	2,3	2,5	3,8	2,5
Dépenses publiques	% du PIB	55,2	54,1	52,5	53,1
Recettes publiques	% du PIB	57,2	56,5	56,3	55,6
Dette publique	(millions SEK)	1 395 833	1 330 624	1 240 782	1 199 959
	% du PIB	51,0	45,9	40,5	38,0
<b>Royaume-Uni*</b>					
PIB pm	(millions GBP)	1 254 058	1 325 795	1 398 882	1 448 055
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions GBP)	-42 187	-35 283	-37 650	-72 384
	% du PIB	-3,4	-2,7	-2,7	-5,0
Dépenses publiques	% du PIB	44,0	44,0	44,1	47,3
Recettes publiques	% du PIB	40,8	41,4	41,4	42,4
Dette publique	(millions GBP)	529 371	573 337	618 338	752 998
	% du PIB	42,2	43,2	44,2	52,0
<b>Année budgétaire (ab)</b>					
PIB pm ab	(millions GBP)	1 270 835	1 346 209	1 417 797	1 435 006
Déficit public (-) / excédent (+) ab	(millions GBP)	-39 106	-35 630	-38 540	-99 464
	% du PIB	-3,1	-2,6	-2,7	-6,9
Dette publique ab	(millions GBP)	531 478	574 092	613 883	796 921
	% du PIB	41,8	42,6	43,3	55,5

\* Les données se réfèrent aux années calendaires. Les données se référant à l'année budgétaire (1<sup>er</sup> avril au 31 mars) sont présentées en italiques. Pour le Royaume-Uni, les données pertinentes pour la mise en œuvre de la procédure sur les déficits excessifs sont celles de l'année budgétaire.

## Annexe 1

### Principales révisions entre les notifications d'avril 2009 et d'octobre 2009

Les explications spécifiques par pays sont présentées ci-dessous pour les plus importantes révisions du déficit et de la dette des années 2005 à 2008, ayant eu lieu entre les notifications d'avril 2009 et d'octobre 2009 et, ainsi que pour celles du PIB.

#### Déficit

**Bulgarie:** la hausse de l'excédent en 2008 est due principalement à la mise à jour des données sur les hôpitaux et sur les recettes à recevoir de l'administration centrale.

**République tchèque:** la hausse du déficit en 2008 est due principalement à la mise à jour des données sur les acquisitions d'actifs non financiers et sur les recettes fiscales.

**Danemark:** la diminution de l'excédent en 2008 est due principalement à la révision à la baisse des recettes provenant de la TVA.

**Allemagne:** la baisse du déficit en 2007 est due à la suppression d'une opération précédemment reclassée via les administrations publiques, et impliquant la banque IKB.

**Estonie:** la baisse de l'excédent en 2006 est due à un changement du moment d'enregistrement des amendes sur les stocks de sucre ainsi qu'à la correction d'une erreur d'enregistrement. La baisse du déficit en 2008 est due au reclassement d'un partenariat public-privé relatif à la rénovation d'écoles au niveau des administrations locales.

**Grèce:** l'augmentation du déficit en 2008 est due à de nouvelles données transmises à Eurostat le 21 octobre 2009.

**Espagne:** la hausse du déficit en 2007 et 2008 est due à la mise à jour de données et à des changements méthodologiques, tels que le reclassement sectoriel de quelques unités ainsi que le reclassement de certaines opérations financières.

**Hongrie:** la hausse du déficit en 2008 est due à la mise à jour des données sur les subventions de l'UE.

**Pays-Bas:** la baisse des excédents en 2007 et 2008 est due à la mise à jour des données des sous-secteurs de l'administration centrale et de la sécurité sociale.

**Pologne:** la réduction des déficits pour les années 2005 à 2008 est principalement due au passage à une base de caisse ajustée de l'enregistrement des impôts sur le revenu des personnes et des sociétés.

**Roumanie:** l'augmentation du déficit en 2008 est principalement due à de nouvelles informations sur les opérations d'annulation de dette et à la mise à jour des données sur les dépenses en capital.

**Slovénie:** la baisse de l'excédent en 2007 et la hausse du déficit en 2008 sont principalement dues à la mise à jour des données sur les impôts.

**Finlande:** la hausse de l'excédent en 2008 est due à l'augmentation des intérêts et des dividendes à recevoir par les sous-secteurs de sécurité sociale.

**Royaume-Uni:** la réduction du déficit en 2008 est due à la mise à jour des données sur les recettes et les dépenses des sous-secteurs des administrations centrale et locale.

#### Dette

**France:** la diminution de la dette en 2008 est due au reclassement de la SFEF (Société de financement de l'économie française) en dehors du secteur des administrations publiques.

**Finlande:** l'augmentation de la dette en 2005 et 2008 est due au reclassement d'instruments financiers, passés d'autres comptes à payer (sans impact sur la dette publique) à des emprunts.

#### PIB

Par rapport au PIB notifié en avril 2009, le PIB notifié en octobre 2009 aux fins de la procédure sur les déficits excessifs a été révisé pour l'année 2008 par un certain nombre d'Etats membres, en particulier par le **Luxembourg** (hausse de 6,8%), l'**Estonie** (hausse de 1,3%) et l'**Irlande** (baisse de 2,1%). Les variations du PIB affectent les ratios de déficit et de dette par un effet de dénominateur.

## Révisions des ratios de déficit/excédent public et de dette publique entre la notification d'avril 2009 et la notification d'octobre 2009

		Déficit/excédent*				Dette			
		2005	2006	2007	2008	2005	2006	2007	2008
<b>Belgique</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,2	0,2	0,3	0,3
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0
<b>Bulgarie</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>République tchèque</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	-0,6	-0,1	-0,1	0,1	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1
<b>Danemark</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
<b>Allemagne</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	0,4	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1
<b>Estonie</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,2</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	-0,6	0,0	0,2	0,1	0,2	0,4	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1
<b>Irlande</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,9</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,1	0,1	0,9
<b>Grèce</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-2,7</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>0,7</b>	<b>1,6</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	0,0	-2,6	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	-0,1	0,0	0,0	-0,1	1,2	1,3	0,7	1,6
<b>Espagne</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,2</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,3	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,2
<b>France</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,7</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,7
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Italie</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Chypre</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,7</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	-1,1	-0,9
<b>Lettonie</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Lituanie</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
<b>Luxembourg</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,1</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	-0,1	-0,2	0,0	0,0	-0,2	-1,0
<b>Hongrie</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	-0,1	-0,1	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,2

\* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.

**Révisions des ratios de déficit/excédent public et de dette publique**  
entre la notification d'avril 2009 et la notification d'octobre 2009

		Déficit/excédent*				Dette			
		2005	2006	2007	2008	2005	2006	2007	2008
<b>Malte</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,3</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	-0,1	0,0	-0,2
<b>Pays-Bas</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	-0,2	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1
<b>Autriche</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,3	0,0	0,1
<b>Pologne</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,2	0,3	0,0	0,2	0,0	0,1	0,2	0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
<b>Portugal</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1
<b>Roumanie</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
<b>Slovénie</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,4</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,4	-0,9	0,0	0,0	0,0	-0,4
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
<b>Slovaquie</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Finlande</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,7</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,2	0,4	0,1	0,1	0,5
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
<b>Suède</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Royaume-Uni</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,1	-0,2
<b>UE27</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>ZE16</b>	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1

\* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.

## Annexe 2

### Tableaux supplémentaires relatifs à la crise financière<sup>1</sup> Interventions publiques destinées à soutenir les institutions financières

**Tableau 1: Gain / coût net pour les administrations publiques enregistré dans le déficit public selon le SEC95**  
en millions d'euros

	Zone euro (ZE16)		UE27	
	2007	2008	2007	2008
<b>A Recettes (a+b+c+d)</b>	<b>0</b>	<b>1 169</b>	<b>260</b>	<b>28 865</b>
a Rémunération des garanties à recevoir	0	240	0	912
b Interêts à recevoir	0	576	260	1 770
c Dividendes reçus	0	53	0	53
d Autres	0	300	0	26 130
<b>B Dépenses (e+f+g+h)</b>	<b>0</b>	<b>4 480</b>	<b>199</b>	<b>38 016</b>
e Interêts à payer <sup>2</sup>	0	779	0	1 303
f Apports de capitaux augmentant le déficit (transferts en capital)	0	1 100	0	4 185
g Appels en garanties	0	0	0	0
h Autres	0	2 601	199	32 528
<b>C Gain/coût net pour les administrations publiques (A-B)</b>	<b>0</b>	<b>-3 310</b>	<b>62</b>	<b>-9 151</b>
<b>C Gain/coût net pour les administrations publiques (A-B) (% du PIB)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>

Source: Eurostat

**Tableau 2: Encours des actifs et des passifs effectifs<sup>4</sup> et des passifs contingents des administrations publiques**  
en millions d'euros<sup>3</sup>

			Zone euro (ZE16)		UE27	
			2007	2008	2007	2008
Administrations publiques	Actifs (D=a+b+c)	<b>D Patrimoine de clôture</b>	<b>0</b>	<b>171 591</b>	<b>56</b>	<b>209 349</b>
		a Crédits	0	44 341	56	64 687
		b Titres autres qu'actions <sup>4</sup>	0	62 437	0	67 754
		c Actions	0	64 813	0	76 908
Administrations publiques	Passifs (E=d+e)	<b>E Patrimoine de clôture</b> (enregistré dans la dette publique selon le SEC 95)	<b>0</b>	<b>174 539</b>	<b>0</b>	<b>242 263</b>
		d Crédits	0	18 000	0	18 000
		e Titres autres qu'actions <sup>4</sup>	0	156 539	0	224 263
Hors adm. publiques	Passifs contingents (F=f+g+h)	<b>F Patrimoine de clôture</b>	<b>0</b>	<b>501 024</b>	<b>36 890</b>	<b>814 226</b>
		f Passifs et actifs sous garantie des administrations publiques <sup>5</sup>	0	486 723	36 890	605 608
		g Titres émis dans le cadre d'un dispositif de soutien à la liquidité <sup>6</sup>	0	2	0	194 318
		h Entités dédiées au soutien des banques - SPEs <sup>7</sup>	0	14 300	0	14 300
En % du PIB	<b>D Patrimoine de clôture - actifs</b>		<b>0,0</b>	<b>1,9</b>	<b>0,0</b>	<b>1,7</b>
	<b>E Patrimoine de clôture - passifs</b>		<b>0,0</b>	<b>1,9</b>	<b>0,0</b>	<b>1,9</b>
	<b>F Patrimoine de clôture - passifs contingents</b>		<b>0,0</b>	<b>5,4</b>	<b>0,3</b>	<b>6,5</b>

Source: Eurostat

Les tableaux supplémentaires relatifs à la crise financière visent à donner une image complète de l'impact effectif et potentiel sur le déficit et la dette publics, des interventions publiques relatives à la crise financière.

Ces tableaux montrent seulement les interventions publiques qui concernent directement le soutien aux institutions financières. Les mesures de soutien aux institutions non financières ainsi qu'à l'économie en général ne sont pas incluses dans les tableaux.

Le tableau 1 présente les données enregistrées dans les comptes publics et qui ont un impact effectif sur le déficit/excédent public. Le tableau 2 présente les données sur les stocks d'actifs et de passifs financiers résultant des interventions de soutien aux institutions financières. Il distingue les activités inscrites aux passifs des

administrations publiques (incluses dans la dette publique) et celles qui peuvent potentiellement contribuer aux passifs des administrations publiques dans le futur, mais qui sont actuellement contingentes de futurs événements (non incluses pour le moment dans la dette publique).

Le tableau 1 (ligne C) montre en particulier l'impact net en termes d'excédent/déficit public des interventions publiques directes dans la crise financière. Il apparaît que ces interventions ont accru en 2008 le déficit public de la zone euro de 3,3 milliards d'euros, soit d'un montant restreint de 0,04% du PIB. Dans l'UE27, l'impact a été marginalement plus élevé: 9,2 mrd, soit 0,07% du PIB en 2008. Le poste "autres" dépenses et recettes en 2008 concerne pour l'essentiel les transferts de dépôts au Royaume-Uni de Bradford and Bingley building society vers la banque de Santander, qui ont conduit à enregistrer des transferts en capital de et vers les administrations publiques du Royaume-Uni.

Le tableau 2 montre que l'impact sur la dette publique a été en 2008 de 175 milliards d'euros (patrimoine de clôture des passifs) dans la zone euro, soit 1,9% du PIB. L'impact a été de 242 mrd dans l'UE27, soit 1,9% du PIB. En ce qui concerne les passifs contingents (ayant un impact potentiel sur la dette et éventuellement sur le déficit), ceux-ci se montent à 501 milliards dans la zone euro, soit 5,4% du PIB et à 814 mrd dans l'UE27, soit 6,5% du PIB.

Des tableaux complémentaires par Etat membre sur l'impact effectif et potentiel sur le déficit et la dette publics sont publiés sur le site d'Eurostat:

[http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government\\_finance\\_statistics/procedure/supplementary\\_tables\\_financial\\_turmoil](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/procedure/supplementary_tables_financial_turmoil)

1. Ces tableaux retracent les interventions des administrations publiques en soutien du secteur financier. Il n'inclut pas celles qui s'inscrivent dans un cadre plus général de relance de l'activité économique.
2. Les intérêts à payer sont estimés sur la base du coût moyen de financement de l'Etat (par émission de titres), sauf quand il existe un financement dédié.
3. Tous les instruments financiers dans le tableau 2 sont en valeur nominale, à l'exception des actions cotées ordinaires du côté des actifs (qui doivent être enregistrées à la valeur de marché).
4. Par convention, pour évaluer les passifs des administrations publiques (qui sont l'impact sur la dette Maastricht des activités de soutien au secteur financier), les transferts de cash des administrations publiques liés par exemple aux apports de capitaux, attribution de crédits et achat d'actifs sont présumés avoir un impact direct sur la dette publique, qu'ils soient financés ou non par l'endettement direct. En outre, devrait être incluse l'imputation des coûts financiers (intérêts accumulés).
5. Il s'agit de garanties accordées par des administrations publiques à des actifs et passifs hors administrations publiques, à l'exclusion de la garantie des dépôts bancaires et de la garantie des engagements des SPEs incluse en (h). Il s'agit des seules garanties "actives" et non des plafonds de garantie annoncés dans certains plans. Cela inclut également les garanties accordées aux actifs, qui, en cas d'appel de la garantie, impliquent un passif des administrations publiques.
6. Les titres émis dans ces dispositifs très spécifiques de soutien à la liquidité ne sont pas inclus dans la dette publique (voir la décision d'Eurostat de juillet 2009 et la note d'accompagnement pour plus de détails). Par convention, ils sont enregistrés ici, comme les garanties, en "passifs contingents, hors administrations publiques"
7. Dans ce cas précis, ces entités dédiées au soutien des banques dans lesquelles les gouvernements ont un rôle significatif y compris celui de garant, sont classées en-dehors des administrations publiques (voir la décision d'Eurostat de juillet 2009 et la note d'accompagnement pour plus de détails). Leurs engagements sont enregistrés en dehors du secteur des administrations publiques (comme passifs contingents des administrations publiques).